

Les subsides

Après ce bref préambule, voici ma question: étant donné que 40 p. 100 des néo-démocrates de la Saskatchewan sont en faveur du libre-échange et que c'est aussi le cas d'un grand nombre de gens raisonnables qui ne votent pas pour le Nouveau parti démocratique, sur quelles données, information et documentation les députés néo-démocrates se fondent-ils pour faire à la Chambre des interventions contraires au bon sens? J'aimerais connaître la réponse à cette question, madame la Présidente.

M. Orlikow: Madame la Présidente, un sondage publié dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui signale que dans l'Ouest...

M. Gormley: Dans les circonscriptions rurales.

M. Orlikow: ... le NPD, à 38 p. 100, était au premier rang dans la faveur populaire.

M. Gormley: Et au Manitoba alors? Vous êtes troisième.

M. Orlikow: Les conservateurs occupaient la troisième place avec 24 p. 100 du soutien populaire.

On me dit, et qu'on me reprenne si je me trompe, que les sondages provinciaux en Saskatchewan nous donnent 30 p. 100 d'avance sur les conservateurs. Je dis donc au député que si le premier ministre n'avait pas écouté les appels de détresse du premier ministre de la Saskatchewan au cours des dernières élections provinciales, s'il n'avait pas promis ce fameux milliard de dollars aux agriculteurs, les conservateurs auraient été battus. Qu'en est-il du programme de soutien cette année? Le député m'a demandé où je m'étais renseigné. Je lui ai présenté les données du ministère manitobain de l'Agriculture sur l'avenir des agriculteurs et de l'agriculture dans cette province. Comme je lui ai fait savoir, un économiste supérieur de l'Université du Manitoba m'a démontré ces chiffres.

• (1805)

A mon avis, avant d'avalier toute la propagande du premier ministre, le député serait bien avisé, autant pour lui-même que pour les agriculteurs qu'il représente, de vérifier auprès de la *Saskatchewan Wheat Pool* et des autres organismes agricoles de cette province quelles sont les résultats de leur évaluation des répercussions de l'accord sur les agriculteurs. Il devrait vérifier avant de se lancer dans des déclarations générales à l'appui de cet accord.

M. McKenzie: Madame la Présidente, il y a quelques semaines, j'ai eu l'honneur de rencontrer quelques membres de la Communauté économique européenne élus au Parlement européen. Je leur ai posé des questions sur la création du marché commun il y a un certain nombre d'années. Je leur ai demandé si l'un ou l'autre des 13 pays membres avait perdu sa culture, sa souveraineté, son patrimoine ou son identité. Ils ont répondu non, aucun pays n'a perdu quoi que ce soit. Ils ont affirmé qu'ils savaient exactement ce que nous traversons au Canada. Lorsque la CEE a été créée, tous les socialistes et les syndicats s'y opposaient. Ils ont lutté farouchement contre le marché commun. Cependant, les gouvernements sont allés de l'avant et depuis, le commerce entre les pays membres n'a pas cessé de croître. Tous ces pays sont florissants. Des milliers d'emplois ont été créés. Les pays membres continuent d'abolir des tarifs et ils n'ont plus entendu un mot de la part des socialistes et des syndicats.

Ces députés européens m'ont déclaré qu'ils savaient exactement par quelle phase nous passions et c'est pour cela que nous

ne reculerons pas. Nous savons que d'entrée de jeu, le NPD a clairement annoncé ses couleurs. Il s'oppose aux discussions sur le libre-échange. Il s'oppose au libre-échange. Par la suite, les députés du NPD n'ont pas mâché leurs mots. Ils sont farouchement opposés au libre-échange. C'est ce qu'ils ont déclaré publiquement. Il est intéressant de parcourir leurs exposés de politique et de voir quelle orientation ils ont choisie en mars dernier.

A propos de l'agriculture, le NPD prétend intensifier les activités en stimulant le commerce. Nous ne faisons pas autre chose. Il souhaite établir des relations caractérisées par la maturité entre nos États, au lieu de laisser ces relations évoluer au gré de questions particulières. Nous sommes d'accord, et nous nous sommes engagés dans cette voie.

Le député a parlé des droits compensateurs. Les États-Unis continuent d'appliquer leurs lois tant que l'accord n'aura pas été approuvé. Ils ne peuvent pas n'en pas tenir compte. Si une plainte est présentée aux termes de ces lois, les autorités doivent donner suite. Ce sera ainsi jusqu'à ce que l'accord soit scellé.

Le NPD a également pour politique d'examiner la possibilité d'un libre-échange sectoriel avec les États-Unis. C'est ce que nous faisons. Il propose le même genre d'initiative avec d'autres pays. Nous avons des missions commerciales aux quatre coins du globe. Il veut des garanties de production analogues à celles du Pacte de l'automobile. Nous sommes d'accord, et nous agissons en conséquence.

La présidente suppléante (Mme Champagne): C'est à regret que j'interromps le député, mais la période de questions et de commentaires est terminée.

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Céréales)): Madame la Présidente, il nous reste peu de temps, mais peut-être assez pour que je fasse deux commentaires.

Premièrement, un grand nombre d'entre nous ici à la Chambre ont des rapports directs avec le secteur agricole, soit à titre d'agriculteurs, soit parce que nous avons vécu sur une ferme. Tous ceux qui ont une connaissance intime de cette réalité savent à quel point les agriculteurs canadiens sont compétents. La qualité de nos céréales est la meilleure au monde. Et si je le dis, ce n'est pas par suffisance, mais parce que le Canada a partout la réputation d'offrir un produit de très grande qualité. Nos troupeaux de bovins de boucherie et de bovins laitiers se comparent avantageusement à ceux de partout ailleurs dans le monde. Je pourrais citer d'autres denrées, mais ce que je tiens à dire, en fin de compte, c'est que ce que nous faisons, nous le faisons très bien.

• (1810)

Les agriculteurs canadiens savent également tirer parti des ressources dont ils disposent. Ils sont très fiers de leur travail. On nous demande souvent pourquoi nous sommes agriculteurs. Nous avons à composer avec une foule d'impondérables. Certains d'entre nous savent ce que cela veut dire que de passer six mois avec un troupeau de vaches pour assurer le vêlage, que de s'inquiéter de l'effet qu'aura sur la récolte la sécheresse du printemps ou de ne pas pouvoir faire les semis parce que la terre est trop mouillée, que de craindre la tempête en entendant hurler le vent la nuit ou de s'inquiéter des dommages que causerait la grêle en regardant s'ennuager le ciel.